



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement  
informatique  
Saint-Etienne

# MARCHÉ 01/2026

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES – CCAP

### TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE TERRASSE AVEC RÉFECTION D'ÉTANCHÉITÉ

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)**

*En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018*

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : Objet du marché – Dispositions générales.....</b>	<b>3</b>
1.1 – Objet du marché – Emplacement des Travaux .....	3
1.2 – Tranches et Lots .....	3
1.3 – Maitrise d’œuvre .....	3
<b>ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>3</b>
2.1 – Pièces particulières .....	3
2.2 – Pièces générales.....	3
<b>ARTICLE 3 – Prix et mode d’évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes ...</b>	<b>4</b>
3.1 – Répartition des paiements.....	4
3.2 – Tranche conditionnelle .....	4
3.3 – Contenu des prix – Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	4
3.4 – Variation dans les prix.....	5
3.5 – Sous-Traitance.....	5
<b>ARTICLE 4 – Délai d’exécution – Pénalités et primes.....</b>	<b>5</b>
4.1 – Délais d’exécution des travaux.....	5
4.2 – Prolongation des délais d’exécution des travaux.....	6
4.3 – Pénalités.....	6
<b>ARTICLE 5 – Clause de financement et de sûreté .....</b>	<b>7</b>
5.1 – Retenue de garantie .....	7
5.2 – Avance forfaitaire .....	8
<b>ARTICLE 6 – Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits .....</b>	<b>8</b>
6.1 – Provenance des matériaux et produits .....	8
6.2 – Caractéristiques – Qualités – Vérifications – Essais et Épreuves des matériaux et produits .....	8
<b>ARTICLE 7 – Implantation des ouvrages .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 – Préparation, Coordination et Exécution des travaux .....</b>	<b>8</b>
8.1 – Période de préparation – Programme d’exécution des travaux .....	8
8.2 – Sécurité et hygiène .....	9
8.3 – Ordres de service .....	9
<b>ARTICLE 9 – Réception des travaux.....</b>	<b>9</b>
9.1 – Réception.....	9
9.2 – Délais de garantie .....	9
9.3 – ASSURANCES .....	10
<b>ARTICLE 10 – Règlement des litiges.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 – Confidentialité .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 – Dérogation aux documents généraux .....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 : Objet du marché – Dispositions générales**

### **1.1 – OBJET DU MARCHÉ – EMBLACEMENT DES TRAVAUX**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque en toiture terrasse avec réfection d'étanchéité du CTI Saint-Etienne. Les travaux se dérouleront au :

**CTI SAINT-ETIENNE  
866 RUE DES FRAISSES  
42350 LA TALAUDIERE**

La description des ouvrages et leurs spécificités sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et dans le Quantitatif Estimatif DPGF.

### **1.2 – TRANCHES ET LOTS**

#### **1.2.1 – Divisions en tranches**

Sans objet.

#### **1.2.2 – Divisions en lots**

La présente opération de travaux est allotie en lots séparés dans les conditions suivantes :

- Lot n° 1 – Désamiantage
- Lot n° 2 – Étanchéité toiture
- Lot n° 3 – Plâtrerie / Peinture / Menuiserie Bois
- Lot n° 4 – Panneaux photovoltaïques
- Lot n° 5 – Electricité
- Lot n° 6 – Climatisation / Ventilation / Chauffage

Chaque lot séparé constitue un contrat à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement.

### **1.3 – MAITRISE D'ŒUVRE**

La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée à :

- ARCHIDISTEC – 10 rue Beau de Rochas – Zac de l'Artière – 63110 BEAUMONT

## **ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

### **2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les quantitatifs estimatifs (DPGF)
- Le Planning prévisionnel

### **2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, tel que ce mois est défini ci-après.

- Le décret N° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif aux marchés publics
- L'arrêté du 16 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) 2021.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'État dans sa dernière version.

## **ARTICLE 3 – Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes**

### **3.1 – RÉPARTITION DES PAIEMENTS**

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

### **3.2 – TRANCHE CONDITIONNELLE**

Sans Objet.

### **3.3 – CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

#### **3.3.1 – Type du marché**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire

#### **3.3.2 – Contenu des prix**

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des travaux définis par les pièces énumérées à l'article 2 du présent CCAP.

Il est bien précisé que, toutes les informations techniques qui sont données aux entreprises avec le dossier, le sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent les vérifier de manière à remettre un prix forfaitaire sous leur entière responsabilité.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur prendra soin de signaler par écrit au Maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévu.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

De plus, il est bien précisé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie d'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que l'Entrepreneur en doive l'exécution.

Il est bien entendu que l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux de sa compétence, nécessaires à l'achèvement complet selon les règles de l'art.

Les prix sont réputés tenir compte les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;
- les frais d'essais ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;

et d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

### **3.3.3– Délais de paiement – Nantissement**

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture dans l'outil Chorus Pro.

Il sera effectué par le Directeur Comptable et Financier du CTI St-Etienne, après mandatement de la somme par l'ordonnateur, le Directeur du CTI St-Etienne.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire le Directeur Comptable et Financier du CTI St-Etienne.

La personne habilitée à donner les renseignements est le Directeur du CTI St-Etienne.

### **3.4 – VARIATION DANS LES PRIX**

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires et définitifs.

En cas de retard d'exécution imputable à l'Entrepreneur, le délai réel d'exécution sera pris en considération comme préjudice de l'application systématique des pénalités précisées à l'article 4.3 ci-après.

#### **3.4.1– Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation) ; ce mois est appelé "mois zéro".

#### **3.4.2– Actualisation des prix**

L'actualisation devient effective si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

### **3.5 – SOUS-TRAITANCE**

En cas de demande de sous-traitance, l'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont définies aux articles L2193-4 à L2193-9 du code de la commande publique.

#### **3.5.1– Modalités**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

#### **3.5.2 Modalités de paiement direct**

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le Responsable du marché à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

## **ARTICLE 4 – Délai d'exécution – Pénalités et primes**

### **4.1 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

Le délai global d'exécution des travaux fixé est de 4 mois.

Au cours du chantier, le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître de l'ouvrage, peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.

## 4.2 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Sans objet

## 4.3 – PÉNALITÉS

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu, le cas échéant, à l'application des pénalités suivantes :

### **4.3.1– En cas de retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, il sera appliqué automatiquement à l'Entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanche et jours fériés compris) :

- une pénalité de 100 € par jour de retard

du lot ou des lots concernés, éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

La répartition des retards constatés entre les différents lots concernés est effectuée par le Maître d'œuvre. Dans le cas où l'Entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Maître d'œuvre et à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Des retenues provisoires de retard, fixées à 100 € par jour, seront appliquées par rapport aux délais de chaque lot si des retards sont constatés, aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, etc...

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution du lot concerné, fixé au calendrier détaillé, a été respectée.

### **4.3.2– Pénalités spéciales**

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier et dans le cadre de retard dans la remise des projets de décomptes dans les conditions suivantes :

#### **Absence aux rendez-vous de chantier :**

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'œuvre. Ils pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra frapper d'une pénalité de 80 € par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif. Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le Maître d'œuvre pour y consigner les noms des entreprises présents ou absentes.

#### **Retard dans la remise des situations mensuelles et décomptes définitifs :**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG, en cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour les décomptes mensuels, 1/1000ème de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent,
- pour le décompte définitif, 10/1000ème du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'Entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

De plus, en application de l'article 12.4 du CCAG, le décompte définitif pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le Maître d'œuvre aux frais de l'Entrepreneur.

#### 4.3.3 Autres pénalités :

Des pénalités sont automatiquement appliquées par le Maître d'œuvre et sous sa responsabilité dans les cas suivants :

- bruits de chantier au-delà de la limite prescrite : 80 € par jour,
- dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites : 80 € par jour franc,
- retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, etc...) : 120 € par document et par jour franc,
- retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus : 80 € par jour franc,
- retard dans le nettoyage du chantier : 80 € par jour franc,
- retard dans l'évacuation des gravats hors chantier : 80 € par jour franc,
- non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène ou à la signalisation du chantier : 150 € par infraction constatée et par jour franc,
- retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation, ou non remise de documents au coordonnateur santé/sécurité ou au contrôleur technique : 150 € par jour franc,
- Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence, sur le chantier, de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au Maître d'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité de : 1 500 € pour chaque infraction constatée, ceci nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG travaux.
- Dans le cas où plusieurs entreprises tenteraient de se soustraire à l'obligation de nettoyage (enlèvements de leurs gravats, déchets, etc...), le Maître de l'ouvrage, après constat du Maître d'œuvre consigné dans le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure, et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 8 jours, fera procéder lui-même, par une entreprise spécialisée dans le nettoyage de chantier, aux frais et risques et périls des entreprises responsables. La pénalité appliquée sera répartie en part égale entre les entreprises responsables des désordres et correspondra au montant de la rémunération de la société de nettoyage.

## **ARTICLE 5 – Clause de financement et de sûreté**

### **5.1 – RETENUE DE GARANTIE**

Conformément à l'article R.2191-33 du décret 2018-1075 du 03.12.2018 relatif aux marchés publics, il sera prélevé une retenue de garantie de 5 % sur le montant de chaque règlement effectué à l'entreprise.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire<sup>1</sup>.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie.

En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

---

<sup>1</sup> La garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie.  
09/02/2026

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

### 5.2 – AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'article R2191-3 du décret 2018-1075 du 03.12.2018, le titulaire aura droit à une avance égale à 10 % si le montant du marché initial est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

Une avance de 10 % est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance.

Aucune avance supérieure à 10 % n'est prévue pour le présent marché.

## ARTICLE 6 – Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

### 6.1 – PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le Maître de l'ouvrage aurait accepté, lors de l'appel d'offres, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure aux CCTP, ce sont les matériaux ou produits prévus aux CCTP qui doivent obligatoirement être mis en œuvre.

### 6.2 – CARACTÉRISTIQUES – QUALITÉS – VÉRIFICATIONS – ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

## ARTICLE 7 – Implantation des ouvrages

Se reporter au CCTP.

## ARTICLE 8 – Préparation, Coordination et Exécution des travaux

Il est rappelé que l'entreprise est responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

### 8.1 – PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation de 4 semaines. Cette période de préparation commence à courir à compter de la notification du marché.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

#### **Par les soins du maître d'ouvrage**

- La mise au point du calendrier détaillé d'exécution.
- L'organisation du chantier.



**Par les soins de l'entrepreneur:**

- Un programme d'exécution des travaux accompagné du projet d'installation du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

## 8.2 – SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

Le maître d'œuvre est chargé de l'organisation collective du chantier. Toutefois, chaque entreprise demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

## 8.3 – ORDRES DE SERVICE

Les travaux sont exécutés par l'entreprise, sous la direction du maître d'œuvre conformément aux ordres de service, plans et dossiers remis.

L'ordre de service général de démarrage des travaux sera délivré par le maître d'ouvrage. Il sera porté à la connaissance de tous les entrepreneurs.

Le titulaire ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

Les ordres de service prescrivant des modifications ou entraînant des suppléments de prix seront obligatoirement visés par le responsable du marché.

# ARTICLE 9 – Réception des travaux

## 9.1 – RÉCEPTION

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, la réception ne sera prononcée qu'à l'entier achèvement des travaux.

Dès l'achèvement de l'ensemble des travaux, l'entreprise en avisera le Responsable du marché.

En application de l'article 41.1 du CCAG, le Maître d'œuvre procédera, dans les 20 jours à compter de la réception de l'avis mentionné ci avant, et en présence de l'entrepreneur, aux opérations préalables à la réception et en dressera procès-verbal.

En application de l'article 41.6 du CCAG, lorsque la réception a été prononcée avec réserve, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Responsable du marché.

Au cas où ces travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le Responsable du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux.

Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Les dossiers des ouvrages exécutés seront remis au maître d'œuvre au format électronique.

Le titulaire devra fournir pour chaque sous-lot un calque autocad en s'appuyant sur le fichier de référence fourni par le maître d'œuvre.

Également, un export des plans au format pdf devra être livré.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO).

## 9.2 – DÉLAIS DE GARANTIE

Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à 1 an à compter de la date d'effet de la réception.

Durant le délai de garantie, l'Entrepreneur est tenu à "l'obligation de parfait achèvement" des ouvrages exécutés.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Conformément au CCAG et en application des articles 1792 à 1792-4 et 2270 modifié du Code civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de 10 ans pour les gros ouvrages et les éléments d'équipement faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, les autres éléments d'équipement étant soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans.

Il est précisé que le point de départ des garanties est la date d'effet de la réception.

### 9.3 – ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, en complément des dispositions de l'article 8 du CCAG, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il est précisé que, pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception de ses travaux. À cet effet, il devra contracter une assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant - aussi bien pour le compte du Maître de l'ouvrage que pour le sien - les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

## ARTICLE 10 – Règlement des litiges

Tout contentieux concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage, sera soumis au Tribunal compétent.

## ARTICLE 11 – Confidentialité

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par le CTI St-Etienne, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre elles tout au long de l'exécution du marché.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,

- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 12 – Dérogation aux documents généraux**

Les dérogations au CCAG travaux concernent les points suivants :

<b>Article du CCAP</b>	<b>Dérogations au CCAG</b>	<b>Objet de la dérogation</b>
4.3	Article 19.2	Pénalités de retard
8.1	Article 28.1	Périodes de préparations
9.1	Article 41	Réception